

LES INDUSTRIES DE LA LANGUE

LES AFFAIRES

Une profonde mutation

Mondialisation et outils technologiques ont changé la face de l'industrie



Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

Depuis l'avènement d'Internet, les besoins en traduction ont augmenté de façon exponentielle au Canada.

La demande étant largement supérieure à l'offre, la pénurie de main-d'œuvre appréhendée est maintenant une réalité, affirme tout de go Gilles Gamas, coprésident du Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction (CSICT) qui, en 1999, a mené une vaste étude sur les ressources humaines dans ce secteur.

« Les entreprises ont plus que jamais de la difficulté à recruter et on assiste à une surenchère sur le plan des salaires. Par ailleurs, avec une moyenne d'âge frôlant 50 ans, la profession vivra un sérieux problème de relève d'ici cinq ans », dit-il.

L'industrie de la langue fait donc face à de nombreux défis en même temps qu'elle vit de profondes mutations liées à la mondialisation des marchés et au développement des outils technologiques. Si elle veut profiter des nouvelles perspectives d'affaires qui se dessinent à l'horizon, elle doit se restructurer afin de renforcer son positionnement sur le marché intérieur et accroître ses activités à l'exportation.

Besoins gouvernementaux

Au Canada, l'industrie de la traduction a réellement pris son envol avec l'adoption de la Loi sur les langues officielles en 1967. L'adoption de la Charte de la langue fran-

çaise par le gouvernement québécois, 10 ans plus tard, a aussi contribué à l'augmentation des besoins en traduction.

Une part importante des activités de l'industrie gravite donc autour du secteur public. Selon l'étude du CSICT, sur un marché total estimé à 450 M\$, la demande directe issue des deux paliers gouvernementaux est évaluée à 165 M\$, soit 35 % du marché environ. À lui seul, le fédéral monopolise plus de 70 % de la demande.

Selon les plus récentes données de Statistiques Canada, il y avait près de 12 000 traducteurs et autres spécialistes de la langue au pays en 1995 comparativement à 7 450 en 1985, soit une augmentation moyenne de près de 5 % par année. C'est au Québec que l'on retrouve le plus grand nombre de traducteurs, soit plus de 5 300, suivi de près par l'Ontario avec 4 155.

Croissance de la demande

Avec le développement d'Internet et des produits multimédia, les services des traducteurs sont plus que jamais sollicités. Il y a expansion de la demande particulièrement dans les secteurs financier, pharmaceutique, aéronautique, informatique, des télécommunications et des ressources humaines, précise Johanne Boucher, présidente de l'Ordre des traducteurs, interprètes et terminologues agréés du Québec (OTTIAQ) qui compte 1 600 membres.

En plus de s'accroître, les besoins du marché évoluent. La localisation est un des créneaux à fort potentiel de développement. Les spécialistes dans ce domaine traduisent et adaptent un site Web ou un logiciel en fonction du marché local pour lequel il est destiné.

Dans le monde, la consommation de services en localisation était évaluée à 2,8 milliards de dollars US (G \$) en 1998 et devrait atteindre 4,8 G\$ US en 2003, peut-on lire dans l'étude du CSICT.

« C'est clair que la localisation est une réalité incontournable. Les entreprises veulent



Avec le développement d'Internet et des produits multimédia, les services des traducteurs sont plus que jamais sollicités, note Johanne Boucher, de l'Ordre des traducteurs, interprètes et terminologues agréés du Québec.

vendre et communiquer dans la langue du consommateur », explique Marlène Deshaies, traductrice agréée et localisatrice depuis plus de 15 ans.

Quelques entreprises d'ici, comme Softrad, fondée par M^{me} Deshaies, se sont lancées sur le marché de la localisation.

« Ça se fait toutefois à petite échelle. Les localisateurs sont rares au Canada », précise M^{me} Deshaies, qui enseignera cette spécialité dans le cadre d'un nouveau programme de formation offert à la Faculté de l'Éducation permanente de l'Université de Montréal.

D'autres universités ont aussi mis sur pied des formations en localisation. L'objectif est de former la main-d'œuvre nécessaire pour répondre aux besoins de cet important marché.

Par ailleurs, l'ouverture des frontières crée aussi de la demande pour de la traduction en d'autres langues que le français et l'anglais, notamment en espagnol. Or, l'industrie canadienne est largement axée sur le marché des deux langues officielles qui représente 80 % des revenus des traducteurs.

« Le Canada est le seul pays où la connaissance d'une troisième langue n'est pas répandue, explique Betty Cohen, présidente de la Fédération internationale des traducteurs. Avec l'ALENA, le bilinguisme devient de plus

en plus une lacune. Si on veut répondre à la demande internationale, les traducteurs devront maîtriser une troisième langue. »

Nécessaire restructuration

L'exportation des services est un autre des défis auquel fait face l'industrie de la traduction. Or, les traducteurs sont peu présents sur les marchés étrangers, occupés qu'ils sont à desservir le marché canadien. En effet, environ 90 % de leurs revenus proviennent de clients locaux.



S'il veut aller chercher sa part du gâteau à l'international, le secteur de la traduction a besoin de se restructurer, affirme M. Gamas. Actuellement, l'industrie est caractérisée par un grand nombre de travailleurs autonomes (environ 4 500) et de petites entreprises (plus de 80 % des cabinets ont un chiffre d'affaires inférieur à 500 000 \$).

« On compte très peu d'entreprises d'envergure interna-

tionale, explique M. Gamas. Il y a donc un danger que des cabinets canadiens se fassent acheter par des entreprises étrangères. »

Une des solutions à ce problème passe par la formation de regroupement, croit le coprésident du CSICT.

Selon M^{me} Cohen, l'industrie canadienne de la traduction est en bonne position même si elle occupe peu de place sur le marché international. ■

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Faites évoluer vos compétences.

Quatre formules de durée variable.

Certificats

- Localisation - NOUVEAU
- Rédaction
- Traduction I et II

Module

- Rédaction : principes et pratiques

Cours

- Français écrit - Offerts en classe ou à distance

Pour construire votre propre programme :
le Certificat d'études individualisées.

HIVER 2003

514 343-6090

1 800 363-8876

www.fep.umontreal.ca

Université **um**
de Montréal

SITES CLÉS

lesaffaires.com

Tapez le mot suivant

Langue

OK

Les outils technologiques ont changé la vie du traducteur

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

L'« image du traducteur le nez plongé dans les dictionnaires est un cliché de plus en plus désuet. Sans délaisser les bons ouvrages de référence, le professionnel de la traduction dispose aujourd'hui d'une panoplie d'aides informatiques. Ces outils font miroiter des gains de productivité importants. Toutefois, ils ne remplissent pas toujours leurs promesses.

Il existe deux catégories d'aides informatiques à la traduction. On retrouve les systèmes de traduction automatique (TA) qui traduisent des textes sans intervention humaine. Règle générale, ils travaillent vite et mal, explique **Claude Bédard**, traducteur agréé.

« Ces produits sont surtout destinés au grand public et ne sont pas utilisés par les traducteurs professionnels », dit-il.

Ceux-ci leur préfèrent les outils d'aide à la traduction (OAT), des logiciels destinés à faciliter le travail des professionnels.

« Pendant longtemps, les traducteurs n'ont pas été bien servis par ces logiciels, ajoute

M. Bédard, qui a développé une expertise dans le domaine. Depuis quelques années, on commence toutefois à avoir des outils efficaces. »

On retrouve différents types d'OAT. Dans une première catégorie, on pourrait inclure les outils de référence disponibles sur Internet comme le *Grand dictionnaire terminologique* de l'Office de la langue française (OLF) ou *Terminium*, la banque terminologique du Bureau de la traduction. Chacun de ces ouvrages en ligne contient plus de trois millions de termes.

« Ces outils ont changé la vie des traducteurs, affirme M. Bédard. Ils équivalent à une longue rangée de dictionnaires et sont beaucoup plus faciles à consulter. »

M. Bédard range les moteurs de recherche comme *Google* dans la même catégorie que ces outils de références.

« C'est ahurissant tout ce qu'on peut y découvrir sur les mots et le contexte où ils sont utilisés. Je dis souvent que les meilleurs outils de travail du traducteur sont ceux qui ne sont pas conçus expressément pour lui. Il ne faut pas les négliger », dit-il.

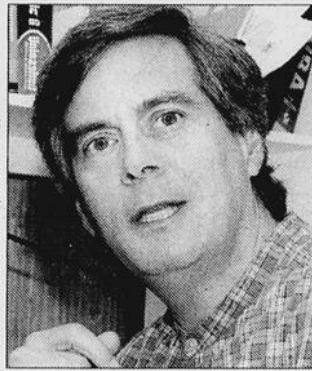


PHOTO : JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

Les logiciels de traduction « ont changé la vie des traducteurs, affirme Claude Bédard, traducteur agréé. Ils équivalent à une longue rangée de dictionnaires. »

Viennent ensuite diverses solutions comme le gestionnaire terminologique qui permet au traducteur de créer ses propres dictionnaires spécifiques à sa clientèle. Les professionnels de la langue peuvent aussi se servir d'indexeurs, d'outils de prétraduction, de gestionnaire de bitexte, de mémoires de traduction.

Ceux-ci peuvent prendre plusieurs formes. Il s'agit essentiellement d'une banque de données où le traducteur a la possibilité de mettre en

mémoire des phrases dans les versions originale et traduite.

« Dans les textes, il y a souvent des redites, explique M. Bédard. Les mémoires de traduction permettent de retrouver des phrases déjà traduites. Le traducteur évite ainsi de refaire un travail déjà fait. »

Utiles ou non ?

Tous ces outils informatiques sont-ils essentiels ? Le traducteur a-t-il besoin de se procurer ces logiciels qui coûtent de 300 \$ à 1 000 \$?

Selon M. Bédard, tout bon traducteur doit posséder les outils de recherche comme les dictionnaires ou gestionnaires terminologiques. Quant aux autres, ils se révèlent plus ou moins utiles selon le domaine.

« Les mémoires de traduction permettent au traducteur d'augmenter sa productivité s'il doit traduire des textes où il y a des répétitions, souligne M. Bédard. Mais ces outils peuvent aussi faire perdre du temps. Pour être efficace, une mémoire de traduction doit être mise à jour continuellement. »

De plus en plus, les donneurs d'ouvrage imposent ces outils au traducteur. « C'est une nouvelle réalité du marché du

travail, explique M. Bédard. Aujourd'hui, des traducteurs reçoivent des textes qui ont été partiellement traduits à l'aide d'un de ces logiciels. Ils n'ont plus qu'à combler les trous. Les clients ont ainsi l'impression qu'ils réduisent les frais de traduction. »

De l'avis de **Betty Cohen**, traductrice agréée, cette pratique menace la qualité. « La traduction est moins uniforme et des erreurs peuvent se répéter facilement », explique celle qui vient d'être élue présidente de la **Fédération internationale des traducteurs**. ■

Montréal, berceau de concepteurs d'aides à la traduction

Dans le marché des aides informatiques à la traduction, aux côtés des produits américains et européens, on retrouve des produits canadiens et surtout québécois. En effet, les concepteurs de systèmes de traduction automatique (TA) et d'outils d'aide à la traduction (OAT) se concentrent dans une proportion de plus de 80 % au Québec, plus particulièrement à Montréal.

Le grand public connaît bien des produits de correction comme *Le Correcteur 101* de **Machina Sapiens**, récemment rebaptisée **Documens**, et *Antidote*, conçu par **Druides Informatique**. Des entreprises comme **Terminotix**, qui distribue des outils de prétraduction et de gestion de base terminologique comme *LogiTerm* et *LogiTrans*, et **MultiCorpora**, avec sa solution d'aide à la traduction et de gestion langagière *MultiTrans*, visent davantage le marché des traducteurs. L'industrie compte aussi quelques développeurs de logiciels de langue. On pense à **Alis Technologies**, **Copernic**, **Nomino Technologies** et **Delphes Technologies**.

Selon l'étude du **Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction** (CSICT), le chiffre d'affaires global de l'industrie des produits informatiques de traduction atteignait 25 M \$ en 1997. Les entreprises du secteur, généralement assez petites, évoluent dans un marché où le taux de croissance est estimé à 17,5 % par année. (SL) ■

Traductions Serge Belair

La traduction, une affaire de bon sens

Notre mission...

Contribuer au rayonnement de nos clients en leur offrant des solutions linguistiques rigoureuses et transparentes, adaptées à leurs besoins et à leurs publics cibles.

TR
SB

Nos domaines de spécialité...

Depuis 15 ans, nous nous distinguons par nos compétences en :

- ✓ économie, finance, marchés boursiers, opérations bancaires
- ✓ gestion des ressources humaines
- ✓ marketing et administration

Nos services...

Nous offrons à nos clients des services de gestion linguistique intégrés :

- ✓ traduction, adaptation et révision
- ✓ localisation (sites Web et logiciels)
- ✓ gestion terminologique
- ✓ mise en page

Nos atouts...

- ✓ une équipe de 30 employés permanents
- ✓ 18 professionnels spécialisés en traduction, révision, terminologie et localisation
- ✓ 10 traductrices et traducteurs agréés par l'OTTIAQ
- ✓ un environnement informatique de pointe

Bureau de la traduction Translation Bureau

Trouver le mot juste n'a jamais été aussi facile!

TERMIUM®

3 000 000 de termes au bout des doigts!
Une terminologie actuelle, rigoureuse, spécialisée

FRANÇAIS — ANGLAIS — ESPAGNOL

www.termium.com



Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Public Works and Government Services Canada

Canada

Les firmes de traduction en mode embauche

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

Depuis trois ans environ, les firmes de traduction sont en mode embauche. Avec ses 1 200 traducteurs, terminologues et interprètes disséminés dans tout le pays, le **Bureau de la traduction** est, de loin, le plus important employeur de l'industrie langagière au Canada.

Depuis avril dernier, l'organisme, qui a pour mandat de fournir des services linguistiques au Parlement du Canada et aux institutions fédérales, a recruté plus de 70 professionnels de la langue et devrait en embaucher quelques dizaines de plus d'ici la fin de l'année.

Deux principaux facteurs expliquent cette forte demande.

« Le volume de travail croît à la vitesse grand V, explique **Donald Barabé**, directeur du développement. Selon nos estimations, l'augmentation de la tâche varie entre 15 % et 20 % annuellement. Il y a aussi des besoins à combler en raison des départs à la retraite. Entre 2004 et 2010, il faudra remplacer 50 % de notre main-d'œuvre. »

En plus de son équipe à temps plein, le Bureau de la traduction peut compter sur un répertoire de 1 500 fournisseurs pour combler des besoins ponctuels. « Chaque année, on fait appel à plus de 500 d'entre eux », précise M. Barabé.

Pour accroître ses effectifs, le Bureau accueille plus de 160 stagiaires annuellement. Plusieurs d'entre eux retournent terminer leurs études avec, en poche, une offre d'emploi en bonne et due forme.

La participation au programme de stages de l'ensemble des universités canadiennes ne parvient toutefois pas à combler tous les besoins d'embauche du Bureau de la traduction.

Recrutement

Versacom, un des plus importants cabinets de traduction au Canada, fait lui aussi face à une forte croissance de la demande. « Depuis cinq ans, l'augmentation varie entre 12 % et 20 % annuellement », constate le président **Benoît Le Blanc**. Comme les autres employeurs, il se heurte à la pénurie de main-d'œuvre.

« Cela nous oblige à diversifier nos activités de recrutement, poursuit M. Le Blanc. On frappe davantage à la porte des universités pour embaucher de jeunes recrues à qui l'on offre un plan de formation intensif. On fait aussi partie de diverses associations professionnelles. Il faut maintenant avoir des antennes partout si l'on veut avoir les meilleures ressources. »

Actuellement, Versacom emploie 120 professionnels de la langue (traducteurs, rédac-



« Un de nos arguments de vente, c'est la confidentialité que nous pouvons assurer aux clients, explique Diane Blais, du cabinet Ernst & Young. »

teurs, localisateurs, etc.) sur une base régulière et contractuelle. L'entreprise se spécialise dans les services linguistiques pour les entreprises des secteurs économiques de pointe comme l'aéronautique, les télécommunications, etc.

Traductions Serge Bélair, de son côté, a triplé ses effectifs depuis deux ans pour atteindre une trentaine d'employés et l'entreprise est constamment à la recherche du candidat idéal.

Pour contrer la rareté de la main-d'œuvre, l'entreprise développe, elle aussi, différentes stratégies de recrutement. En partenariat avec l'**Université de Montréal**, elle s'apprête à offrir des bourses d'excellence à des étudiants du baccalauréat et de la maîtrise en traduction.

Contrairement à la plupart des firmes qui font appel à des traducteurs pigistes dans les périodes de pointe, Traductions Serge Bélair mise sur une équipe régulière.

« C'est un atout pour la clientèle qui a davantage la possibilité de savoir qui fait la traduction qu'elle nous a confiée. Ça favorise la cohérence du travail, explique **Serge Bélair**, président. »

Ernst & Young, qui emploie une quarantaine de traducteurs, a fait le même pari.

« Un de nos arguments de vente, c'est la confidentialité que nous pouvons assurer aux clients, dit **Diane Blais**, associée. On peut leur garantir que les documents ne circulent pas à l'extérieur du bureau. »

Retenir le personnel

Selon M^{me} Blais, le contexte actuel oblige non seulement les entreprises à déployer des efforts pour recruter la nouvelle main-d'œuvre, elles doivent aussi créer un milieu de travail dynamique pour conserver leur personnel. « Il y a du maraudage entre entreprises, et il faut donc savoir retenir ses ressources », explique celle qui a été la première présidente de l'**Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ)**.

Chez **Samson Bélair Deloitte Touche-Trius**, dont le service

de traduction emploie plus d'une trentaine de traducteurs et terminologues, c'est par le biais de promotion à l'interne que l'on réussit à fidéliser les employés. Pour combler les postes vacants, l'entreprise embauche des jeunes qui ont l'occasion de prendre de l'expérience et de gravir les échelons à leur tour, dit **Michèle Bertrand**, associée déléguée aux services linguistiques.

Des activités de formation permettent aussi aux entreprises qui en ont les ressources de garder leur main-d'œuvre.

La forte activité conjuguée à la rareté de la main-d'œuvre a eu, bien évidemment, un effet à la hausse sur les salaires. Selon M^{me} Bertrand, les traducteurs de **Samson Bélair Deloitte Touche-Trius** ont vu leur rémunération grimper de 20 % depuis trois ans.

Ailleurs, l'augmentation a franchi la barre des 10 % et varie selon l'expérience et la formation du traducteur.

Par ailleurs, l'industrie doit s'adapter à la nouvelle réalité des délais de livraison qui raccourcissent sans cesse.

« Depuis l'arrivée du Web, les échéances se sont accélérées, note **Andrée Bachand**, directrice générale chez **Communications Transcript**. Les

traducteurs ont dû modifier leur façon de travailler. Ils sont obligés de traiter des fichiers dans différents formats. »

« On nous demande de traduire des séances de clavardage en temps réel, lance M. Barabé. De plus en plus, la clientèle réclame une communication instantanée dans les deux langues et pas seulement sur Internet mais aussi pour des textes courants. » ■

Le pouvoir des mots



Dans un monde où le choix des mots est le choix des armes, lorsque la langue ouvre de nouveaux marchés, ne prenez pas de risques inutiles, faites appel à un professionnel.

Traductrices, traducteurs agréés, terminologues agréés ou interprètes agréés, nos membres ont les compétences qu'il vous faut.

Aux grands mots, les grands moyens.



Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec

www.ottiaq.org - (514) 845-4411 - 1 800 265-4815

Une offre de formation diversifiée mais insuffisante

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

Chaque année, les universités canadiennes forment environ 320 diplômés en traduction, en terminologie et en interprétation, ce qui est nettement insuffisant pour répondre à la demande sans cesse croissante du marché.

Selon l'enquête du **Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction**, les besoins de renouvellement de la main-d'oeuvre se situent à près de 1 000 postes par

année sur trois ans.

Face à ce constat, inutile de dire que toutes les écoles de traduction affichent un taux de placement de leurs finissants de 100 %. « Des étudiants se voient offrir un emploi dès leur première année au baccalauréat en traduction, affirme **Jean Quirion**, professeur au département d'études linguistiques de l'**Université du Québec en Outaouais (UQO)**, anciennement l'**Université du Québec à Hull**.

« On reçoit des appels d'entreprises de partout au Canada

qui sont à la recherche de traducteurs, explique pour sa part **Louis Jolicoeur**, vice-doyen à la recherche à la Faculté des lettres de l'**Université Laval** et ancien directeur du programme de baccalauréat en traduction.

Au Québec, une demi-douzaine d'universités dispensent des programmes de formation de 1^{er}, 2^e et 3^e cycle en traduction.

L'**Université d'Ottawa** est, par ailleurs, la seule institution à former des interprètes de conférence au Canada. Actuellement, cinq étudiants sont inscrits au baccalauréat

en interprétation, précise **Jean Delisle**, directeur de l'École de traduction et d'interprétation qui bénéficie d'une entente avec le **Bureau de la traduction** du gouvernement fédéral, qui embauche la plupart de ses finissants.

Nouveaux programmes

En plus d'être en croissance, les besoins de traduction se diversifient. Avec l'explosion d'Internet, les spécialistes en localisation sont de plus en plus en demande. L'industrie recherche des pro-

fessionnels capables de traduire des sites Web ou un logiciel en tenant compte des particularités locales, comme la culture et les valeurs du pays où il sera diffusé.

Afin de répondre à cette évolution du marché, quelques universités ont ajouté à leur offre de formation un programme en localisation. L'**UQO** a été la première à proposer un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) dans ce créneau.

L'**Université Concordia** a ensuite emboîté le pas avec la mise sur pied d'un certificat de deuxième cycle en localisation. Depuis septembre 2002, l'**Université de Montréal** offre un microprogramme de formation en localisation qui accueille une dizaine d'étudiants. Dès janvier 2003, la **Faculté de l'éducation permanente (FEP)** de l'Université de Montréal offrira un certificat en localisation, qui pourra accueillir une centaine d'étudiants par année.

« Nous sommes la première université à dispenser un programme de premier cycle dans ce domaine, souligne **Rita Damiani**, responsable des certificats en traduction et en localisation à la FEP. Cette formation ne s'adresse pas qu'à des traducteurs, mais aussi à des informaticiens ou à des gestionnaires de projets. Elle vise des gens qui sont déjà sur le marché du travail et qui veulent ajouter une corde à leur arc. »

Par ailleurs, l'Université de Montréal innove en offrant un cours d'initiation à l'internationalisation dans le cadre de son nouveau certificat en localisation. « C'est un domaine qui est très peu enseigné au Canada », soutient **Pierre Cadieux**, président de **i18n**, une firme de consultation et de formation en internationalisation. Expliquée simplement, l'internationalisation concerne l'encodage et l'affichage de l'information d'un logiciel ou d'un site Web



Rita Damiani, de l'Université de Montréal

conçu en fonction d'une diffusion multilingue.

« Idéalement, l'internationalisation se fait dès les premières phases de la conception du produit informatique. Elle permet alors de sauver des coûts importants en traduction et en localisation », explique M. Cadieux.

De bilingue à trilingue

Les besoins de traduction dans une autre combinaison linguistique que l'anglais et le français ont commencé à émerger avec notamment les activités liées à l'ALÉNA et à l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). Dans le but de s'adapter à cette nouvelle réalité, les universités ont développé (ou s'apprentent à le faire) des programmes de formation dans une troisième langue. Dans l'Est du Canada, on recherche surtout des professionnels maîtrisant l'espagnol alors que dans l'Ouest canadien, la demande favorise le chinois et le japonais.

Récemment, l'Université Laval a procédé à la refonte de son programme de baccalauréat en traduction et a décidé d'offrir un bloc de formation en espagnol qui s'ajoute à ceux en français et en anglais. « La demande ira en croissant pour des traducteurs capables de traduire de l'espagnol vers le français », dit M. Jolicoeur. ■

LOGITERM® 2.0, VOTRE OUTIL DE TOUS LES JOURS

PENSÉ ET CRÉÉ PAR DES PROFESSIONNELS DE LA TRADUCTION, LOGITERM VOUS APPORTE UNE AIDE VÉRITABLE DANS VOS TÂCHES LES PLUS COURANTES.



**PLUS PERFORMANT
MOINS CHER
PLUS SIMPLE**



Terminotix Inc.

240, rue Bank
Bureau 600
Ottawa (Ontario)
K2P 1X4
Tél. : (613) 233-8465
Télé. : (613) 233-3995
termino@terminotix.com
www.terminotix.com

- > Trois bases de données dans un seul outil
- > Une recherche raffinée et performante
- > Un système accueillant pour votre terminologie
- > Une nouvelle ressource précieuse : le bitexte
- > De puissantes fonctions linguistiques

**SI VOUS N'AVEZ PAS
ESSAYÉ LOGITERM® 2,
VOUS N'AVEZ
ENCORE RIEN VU!**

Vous rêvez d'un logiciel qui vous permette :

- d'interroger à la fois votre terminologie et vos textes ?
- d'exploiter même les documents de l'ensemble de votre organisme ?
- d'exploiter vos documents dans leur format d'origine, sans conversion ?
- de lancer des recherches puissantes, mais sans opérateurs compliqués ?
- de créer une version bilingue de vos documents traduits ?
- de réussir vos alignements du premier coup, sans correction ?
- d'échanger des données avec vos mémoires de traduction ?
- de chercher au besoin dans un sous-ensemble de votre terminologie ou de vos documents ?
- de rendre votre terminologie ou vos bitextes accessibles sur le Web ?
- de trouver des termes apparentés à ceux que vous cherchez ?
- d'interroger des lexiques de toute provenance ?

NE CHERCHEZ PLUS!

LOGITERM® 2 VOUS OFFRE TOUT CELA, ET BIEN PLUS ENCORE, À UN PRIX VRAIMENT ABORDABLE.

Les ressources s'effritent

Face à la croissance de la demande dans les métiers de la langue, on peut se demander pourquoi les universités n'ouvrent pas leurs cours à un plus grand nombre d'étudiants. Or, depuis trois ans, le nombre des nouveaux inscrits est relativement stable. Pourtant, les candidats sont nombreux à cogner à la porte des écoles de traduction. Pour son programme de baccalauréat en traduction, l'**Université de Montréal** reçoit 450 demandes d'inscription par année et n'accepte que 125 nouveaux étudiants.

En fait, des ressources financières limitées et un corps professoral vieillissant empêchent les institutions d'accueillir autant d'étudiants qu'elles le voudraient.

« D'ici 2008, nous perdrons 60 % de nos professeurs », précise **Richard Patry**, directeur du département de linguistique et de traduction. Cette vague imminente de départs à la retraite commune à plusieurs institutions pose de grands défis. Pour renouveler leurs effectifs, les universités doivent piger dans un bassin de recrutement assez réduit puisque peu de membres de la profession décident d'embrasser une carrière en enseignement à cause de la forte demande du marché actuel. À cela s'ajoute la forte compétition que se livrent les institutions pour s'adjointer les meilleures ressources. (SL) ■

Traducteur agréé, un titre reconnu depuis 10 ans au Québec

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

De moins en moins, on s'improvise traducteur au Québec. Pendant longtemps, il suffisait qu'une personne parle un tant soit peu l'anglais pour qu'on lui confie la traduction d'un texte. Aujourd'hui, le titre de traducteur est reconnu par la législation provinciale depuis la création de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) en 1992.

Celui-ci fête donc cette année ses 10 ans d'existence. Avec le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, le Québec fait partie des trois provinces canadiennes qui reconnaissent ces professions.

L'OTTIAQ compte plus de 1 600 membres dont 1 500 traducteurs. Ils sont les seuls à avoir le droit d'apposer le terme *agréé* à la suite de leur titre respectif.

Les traducteurs, terminologues et interprètes ne sont toutefois pas tenus de faire partie de l'OTTIAQ pour

exercer leurs activités professionnelles.

Au Québec, on dénombre au-delà de 5 000 personnes qui tirent leur revenu des métiers de la langue. C'est donc dire que l'OTTIAQ pourrait accueillir un plus grand nombre de membres. Depuis quelques années, l'Ordre poursuit d'ailleurs un objectif d'accroître le recrutement.

Actuellement, certains donneurs d'ouvrage, comme le gouvernement, exigent de faire affaire avec des membres agréés. D'autres clients n'en font pas un prérequis. Dans le contexte actuel où la demande est largement supérieure à l'offre, les professionnels de la langue ne voient donc pas d'obligation à faire partie de l'OTTIAQ, dit la présidente, **Johanne Boucher**.

En plus de ses efforts de visibilité, l'OTTIAQ a mis sur pied un programme de mentorat afin de favoriser l'adhésion de nouveaux membres.

Ce programme permet à un candidat d'obtenir son agrément après six mois de pratique de son métier plutôt que deux ans.

Par le biais de rencontres mensuelles, le mentor, qui doit être un membre agréé depuis au moins 10 ans, s'assure que le candidat développe les compétences recherchées tant sur le plan linguistique que sur celui de la gestion du travail, explique M^{me} Boucher.

Comme tout ordre professionnel, l'OTTIAQ s'assure de la compétence de ses membres et leur donne accès à du perfectionnement et à de la formation continue. Il a aussi un mandat de protection du public. ■

Le Québec est l'une des trois provinces canadiennes qui reconnaissent ces professions.

La différence Tessier... c'est toute une équipe!

La différence Tessier, c'est une équipe en qui vous pouvez avoir pleinement confiance.

Vos besoins.
Nos compétences.
Votre satisfaction.

20 ans d'expérience au service des clients les plus exigeants.

Nouveau système de pistage!

Vous pouvez maintenant passer vos commandes et suivre l'avancement de vos travaux en direct... à votre ordinateur!

Josée Elser,
directrice, Relations avec la clientèle

Philippe Tessier,
traducteur agréé, président



www.traductionstessier.com info@traductionstessier.com

220, av. Laurier ouest, bureau 800, Ottawa KIP 5Z9 (613) 594-8008

BESOIN D'ARGENT POUR FRANCISER VOS TI?

L'Office québécois de la langue française et le Fonds de l'autoroute de l'information du ministère de la Culture et des Communications conjuguent leurs efforts pour offrir un programme de subventions. Géré par l'Office québécois de la langue française, ce programme s'adresse à toute entreprise qui emploie de 11 à 99 personnes et vise la francisation des technologies de l'information.

Ce programme comporte deux volets :

VOLET 1 FRANCISATION DES LOGICIELS ET DES CLAVIERS

Contribution financière :

- 50% du coût d'achat des logiciels de remplacement
- 50% du prix des claviers normalisés
- Un forfait d'installation

VOLET 2 FRANCISATION DES SITES INTERNET DES ENTREPRISES

Contribution financière :

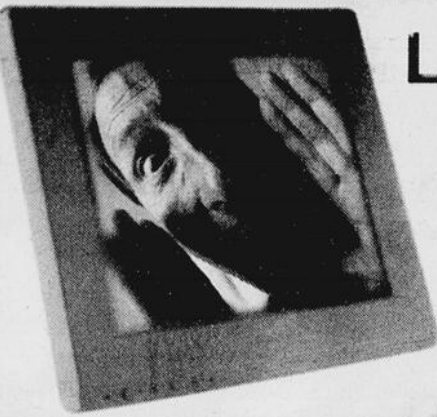
- Coût réel des honoraires de traduction d'un membre de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) jusqu'à concurrence de 0,25\$ du mot ou de 10 000\$ pour le site

Vos demandes doivent parvenir à l'Office avant le 15 janvier 2003.
Premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement du budget!

Pour connaître les conditions d'admissibilité et les modalités du programme :
www.oqlf.gouv.qc.ca ou Secrétariat du programme de subventions des TI
Téléphone : (514) 873-0172 - Télécopieur : (514) 873-2870
Courriel : dvillene@oqlf.gouv.qc.ca

Office québécois
de la langue
française

Québec



La production de contenu multilingue VOUS étouffe?

Il est essentiel de réduire le temps et les coûts de traitement tout en livrant de l'information multilingue de qualité.

Comment pouvez-vous optimiser vos activités de gestion langagière?

Faites appel au chef de file mondial de la technologie multilingue.



MultiTrans

MultiTrans a permis à de nombreuses organisations multinationales de réaliser rapidement un rendement important sur le capital investi.

Communiquez avec nous dès maintenant! Notre programme sans risque vous démontrera de façon concrète les avantages de nos solutions pour votre organisation.



www.multicorpora.com

La recherche et développement souffre d'un manque d'argent

La création d'un institut national de R&D est envisagée

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

Dans le secteur des logiciels de langue, le Québec peut compter sur un bon bassin d'expertise en matière de recherche et développement. Les entreprises du secteur souffrent toutefois d'un problème de financement pour mener les travaux de leurs chercheurs. L'éclatement de la bulle technologique a rendu les investisseurs frileux. Les signes de reprise tardant à se manifester, ils hésitent encore à ouvrir leurs goussets.

« Les investisseurs méconnaissent notre industrie et se montrent méfiants dès qu'on parle de technologie liée à Internet », affirme François Levert, vice-président, R&D et services professionnels, chez Alis Technologies. Cette entreprise conçoit des solutions intégrées de traduction que des grandes entreprises comme General Electric et IBM ont récemment adoptées.

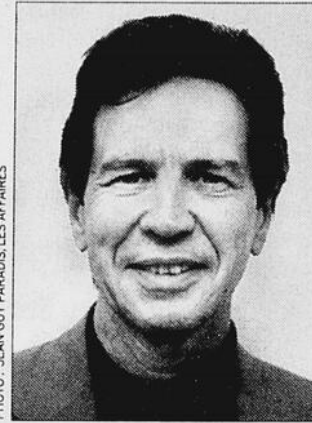


PHOTO: JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

« Il y a peu de fonds d'investissement auxquels les entreprises peuvent s'adresser », dit Gilles Gamas, coprésident du Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction.

Chez Alis, le département de R&D est composé d'une vingtaine d'employés et l'entreprise y consacre un budget de 1,5 M \$.

Delphes Technologies emploie 65 personnes dans son département de R&D et elles se consacrent principalement au développement des moteurs de recherche à base linguistique avancée destinés au marché corporatif. Des organisations comme Desjardins, Bombardier et Bell Canada ont opté pour les outils informatiques de Delphes.

Selon son président, Sylvain Falardeau, l'entreprise a toujours réussi à aller chercher le financement nécessaire à la mise au point de ses produits. Une bonne part des capitaux provient de l'étranger, soit de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

« On n'a pas reçu de sommes faramineuses, mais on a su bien gérer nos ressources financières, dit-il. On a obtenu de bons résultats, et les investisseurs ont alors prêté l'oreille à nos demandes plus facilement. »

Manque de fonds pour la commercialisation

Quant à lui, Claude Coullombe, vice-président technologie, recherche et développement au Groupe Documens (anciennement Machina Sapiens) déplore que le financement soit encore plus difficile à trouver lorsque l'entreprise est rendue à l'étape de la commercialisation des produits.

« Il y a peu de fonds d'investissement auxquels les

entreprises peuvent s'adresser, renchérit Gilles Gamas, coprésident du Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction (CSICT). De plus, certains n'acceptent que les projets de 25 M \$ ou plus, soit largement au-dessus des besoins des entreprises canadiennes. »

Chez Documens, l'équipe de R&D est constituée de 20 personnes environ. L'entreprise mène également des activités de recherche dans des laboratoires publics, notamment au Laboratoire de Recherche Appliquée en Linguistique Informatique (RALI) de l'Université de Montréal.

Ce partenariat avec l'industrie est essentiel pour assurer la survie du centre de recherche où gravitent une quinzaine de personnes, affirme Elliott Macklovitch, coordonnateur. Pour mener ses activités de recherche, le RALI doit aussi compter sur des subventions gouvernementales et les redevances de produits mis au point dans ses murs. Le laboratoire a notamment établi une entente de commercialisation avec Alis Techno-

logies et il s'apprête à en signer une autre pour la mise en marché d'un concordancier bilingue.

Actuellement, le RALI mène un important projet de recherche dans le créneau des outils d'aide à la traduction en collaboration avec des partenaires européens. Le laboratoire a obtenu un financement, pour une durée de trois ans, notamment du ministère

de la Recherche des Sciences et de la Technologie (MRST) et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG).

« C'est la première fois qu'on bénéficie d'un financement sur une aussi longue période », note M. Macklovitch.

Une solution

Pour apporter une solution à ces problèmes de financement, il est question de créer un institut national de R&D pour l'industrie de la langue. Selon M. Gamas, il reste encore plusieurs ficelles à attacher avant que le projet ne se concrétise.

« L'organisme viendrait chapeauter les activités de R&D. On ne veut toutefois pas qu'il prenne la place de ce qui existe déjà », précise-t-il. ■

Seulement 13 semaines avant la fin de l'année
et vous n'avez pas encore utilisé votre 1 % en formation.

Berlitz

DÉCOUVREZ LA DIFFÉRENCE

Berlitz English^{MD}

Une des richesses d'une entreprise, c'est son personnel. Surtout lorsqu'il est bien formé. Profitez de la loi 90 pour offrir à vos employés le tout nouveau BerlitzEnglish.

Le nouveau BerlitzEnglish est une méthode d'apprentissage de l'anglais unique, dynamique et interactive, basée sur des situations de tous les jours. Avec le nouveau BerlitzEnglish, votre personnel apprendra facilement un anglais pratique, à un prix plus bas que vous ne le pensiez.

Appelez votre Centre de langues Berlitz dès maintenant et inscrivez-vous à la différence BerlitzEnglish.

www.berlitz.ca

NOUVEAU

Berlitz ENGLISH^{MD}

Un acquis pour la vie.

Copyright 2002 Berlitz Languages, Inc. Tous droits réservés.

Brossard
6300, rue Auteuil, bureau 230
450.656.8433

Montréal
2020, rue University, bureau 102
514.288.3111

Saint-Laurent
9900, boul. Cavendish, bureau 305
514.387.2566

Québec
880, av. Honoré-Mercier, bureau 193
418.529.6161

Interprète : un métier pratiqué dans l'ombre

Le Canada est aussi le premier pays à faire de la « téléinterprétation » sur Internet

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

On les entend, mais on ne les voit jamais. Les interprètes de conférences travaillent souvent dans l'ombre lors de congrès et de réunions internationales. Les interprètes judiciaires, eux, assurent des services d'interprétation dans les cours de justice et les tribunaux administratifs.

Au Canada, on dénombre environ 300 interprètes, dont moins d'une centaine au Québec. Au sein de l'industrie de la traduction, l'interprétation représente 10 % de la demande. Les effectifs actuels comblent les besoins du marché, mais cette situation pourrait changer d'ici quelques années.

En effet, les interprètes avancent en âge. Les besoins pour ces spécialistes ont émergés après la Seconde Guerre mondiale. Entrés massivement sur le marché du travail vers cette époque, les membres de la profession s'apprennent à partir en nombre à la retraite.

« La relève ne sera pas suffisante pour combler tous ces départs, affirme Taous Selhi, interprète agréée et associée principale au Bureau

des interprètes professionnels (BIP). C'est un phénomène mondial. La situation est urgente puisqu'on vivra le pic des mises à la retraite dans cinq ans environ. »

Une profession méconnue

Les universités forment au compte-goutte les candidats à la profession. À l'Université d'Ottawa, la seule institution à dispenser de la formation en interprétation au Canada, on compte à peine cinq étudiants inscrits au baccalauréat.

« Les jeunes connaissent mal cette profession. On la confond souvent avec la traduction », explique M^{me} Selhi.

En effet, on imagine souvent l'interprète seul dans une cabine insonorisée parlant dans un micro pour retransmettre dans une autre langue les propos d'un orateur. Or, les interprètes travaillent rarement en solitaire, mais plutôt en équipe de deux ou plusieurs personnes.

« Au bout de 30 minutes de travail, l'interprète doit céder sa place à un collègue. Pour pouvoir prendre la relève, celui-ci doit avoir écouté ce qui s'est dit, raconte M^{me} Selhi. Il arrive aussi qu'on travaille



PHOTO: JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

« La relève ne sera pas suffisante pour combler tous ces départs, affirme Taous Selhi, interprète agréée. C'est un phénomène mondial. La situation est urgente puisqu'on vivra le pic des mises à la retraite dans cinq ans environ. »

en collaboration. L'un prend en note des informations et les transmet à l'autre au besoin. »

Par ailleurs, l'interprète œuvre dans un marché diversifié et est souvent appelé à voyager dans le cadre de conférences ou de réunions

internationales, par exemple. Il peut aussi accompagner un de ses clients lors d'un déplacement à l'étranger. En effet, les grandes entreprises comme Hydro-Québec ou Bombardier, de même que les gouvernements préfèrent souvent que leur propre équipe d'interprètes fasse partie du voyage, note M^{me} Selhi.

Plusieurs interprètes travaillent au sein de la fonction publique fédérale. Le Bureau de la traduction est le principal employeur et embauche des travailleurs sur une base régulière ou contractuelle.

Un secteur en émergence

À l'instar des traducteurs, les interprètes voient leur travail se modifier avec les développements technologiques.

« De plus en plus, on fait de l'interprétation sur Internet, affirme M^{me} Selhi. Le Canada a d'ailleurs été le premier pays à faire de la téléinterprétation. Cela exige l'aménagement d'un studio muni d'une technologie toute récente.

Une véritable industrie est en train de se développer autour de ce phénomène. »

Selon M^{me} Selhi, la téléinterprétation est surtout utilisée à l'occasion de conférences lorsqu'une partie de la programmation est diffusée sur Internet. Des entreprises choisissent aussi cette nouvelle formule pour la présentation de leurs états financiers.

Par ailleurs, la connaissance d'une troisième et d'une quatrième langue devient un atout important pour les traducteurs comme pour les interprètes.

« Ce sont eux qui ont vu en premier l'émergence de ce besoin, affirme Johanne Boucher, présidente de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ). Ils travaillent dans un marché de plus en plus ouvert où il y a une grande mobilité des services. »

Les activités liées à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) et à la ZLEA (Zone de libre-échange américain) favorisent la demande pour des services d'interprétation en espagnol et en portugais, précise M^{me} Selhi. ■

Besoin d'un interprète à l'étranger ?

Une entreprise qui veut développer un marché à l'exportation aura parfois besoin de recourir aux services d'un interprète. Elle peut décider d'amener un professionnel d'ici qui connaît bien la langue et les façons de faire du pays en question. Il lui est aussi possible de contacter l'Association internationale des interprètes de conférences (AIIC) qui sera en mesure de lui référer un interprète qualifié sur place.

Un cabinet d'ici pourra également l'aiguiller vers une ressource locale. En effet, les bureaux d'interprètes travaillent souvent en collaboration et sont ainsi capables de bien conseiller leur clientèle sur le choix d'un spécialiste. ■

Faites payer vos frais de traduction d'un site Web

Les PME ont désormais la possibilité de se faire rembourser le coût des honoraires d'un traducteur agréé pour franciser leur site Internet.

L'Office de la langue française (OLF) a lancé en juillet dernier un nouveau programme de subventions pour la francisation des technologies de l'information à l'intention des entreprises comptant entre 11 et 99 employés.

Déjà, une dizaine d'entreprises ont déposé une demande de subvention auprès de l'OLF, et plusieurs autres ont manifesté leur intérêt, précise Denis Villeneuve, responsable du programme de francisation des technologies de l'information pour les PME.

La subvention permet de couvrir le coût des services d'un traducteur jusqu'à concurrence de 10 000 \$ (ou 0,25 \$ du mot). Pour être admissible, les entreprises doivent faire appel à un traducteur membre de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ).

« On voulait ainsi s'assurer que le travail soit de qualité professionnelle », dit M. Villeneuve, en précisant qu'une organisation dont le siège social

est à l'extérieur du Québec pourrait recourir à son équipe de traducteurs et bénéficier quand même de la subvention.

Le programme comprend un autre volet qui accorde une aide financière aux entreprises pour le remplacement de logiciels commerciaux en langue anglaise par des outils en version française et l'acquisition de claviers normalisés. La subvention couvre jusqu'à 50 % du coût d'achat du matériel de remplacement. Pour bénéficier de l'aide financière, une entreprise doit s'engager à franciser à la fois ses logiciels et claviers et son site Internet.

Selon M. Villeneuve, ce programme vise un double objectif, soit accélérer le processus de francisation des technologies de l'information au sein des entreprises comptant entre 50 et 99 employés — qui ont une obligation légale de le faire — et inciter les entreprises comptant entre 11 et 49 employés à suivre leur exemple même si elles n'y sont pas tenues par la loi.

Le budget du programme de subventions du Fonds de l'autoroute de l'information est de 305 000 \$. Les entreprises ont jusqu'au 15 janvier 2003 pour déposer une demande. (SL) ■

UN GUICHET UNIQUE POUR TOUS VOS BESOINS LINGUISTIQUES

COMMUNICATIONS
TRANSCRIPT
... beaucoup plus que des mots

MEMBRES DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC

Gilles Breton	Diane Normand
Sylvie Coutu	Marie-Ève Racette
Elaine Doiron	Diane Ranger
Lynne Dubé	Joanne Saint-Denis
Claude Faucher	Wilma Scappaticci
Angelo Mandato	Colette Soucy
Anne-Marie Nadeau	

SERVICES

- Traduction en français, en anglais et en d'autres langues
- Localisation
- Gestion de projets
- Révision
- Correction d'épreuves
- Conception et gestion de bases de terminologie
- Recherche et consultation terminologiques
- Production de lexiques et de vocabulaires
- Éditique

DOMAINES DE SPÉCIALISATION

■ Commerce	■ Communications d'entreprise
■ Électronique	■ Mécanique
■ Environnement	■ Ressources humaines
■ Finances	■ Sécurité
■ Gestion	■ Télécommunications
■ Informatique	■ Transport

514.874.9134

Améliorez vos compétences en traduction

Des programmes en traduction pratiques

McGill affecte des traducteurs chevronnés à l'enseignement de ses programmes en traduction conçus à l'intention de ceux qui désirent devenir traducteurs professionnels.

Certificat en traduction

Un programme de 1^{er} cycle de trente crédits offrant à l'étudiant le choix entre le français et l'anglais.

Diplôme de deuxième cycle en traduction

Un programme de trente crédits offrant à l'étudiant le choix entre le français, l'anglais et l'espagnol.

Faites le premier pas vers une expérience enrichissante

Nous vous invitons à une séance d'information prévue pour le **8 octobre**, entre **18 et 20 h**, au **688, rue Sherbrooke Ouest**, local **1041**. Échéance pour l'admission à la session d'hiver 2003 : le **8 octobre**. Examen d'admission : le **15 octobre**.

Améliorez vos perspectives de carrière



McGill

Pour obtenir plus de renseignements:

(514) 398-6160

lang@conted.lan.mcgill.ca

www.mcgill.ca/cce/traduction

Au service de la communauté

Le réseau public fournit des interprètes aux allophones

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

Une nouvelle catégorie d'interprète fait l'objet d'une demande croissante : les interprètes communautaires.

Leurs services sont requis lorsqu'un citoyen ne peut soutenir une conversation en français ou en anglais. Les principaux utilisateurs sont les centres hospitaliers, les tribunaux, les services d'immigration et différentes instances gouvernementales.

« C'est une profession qui émerge principalement dans les sociétés où l'immigration est importante », note **Bruce Knowlden**, président du **Conseil des traducteurs et interprètes du Canada**.

La demande se manifeste à l'échelle mondiale, plus particulièrement au Canada et en Australie, précise **Taous Selhi**, interprète agréée.

Le réseau québécois de la santé requiert régulièrement les services des interprètes communautaires. Le ministère de la **Santé et des Services sociaux** accorde une subven-

tion à des régies régionales pour la création d'une banque interrégionale d'interprètes. Cinq régions se sont doté d'un tel répertoire soit Montréal, Québec, l'Estrie, l'Outaouais et la Montérégie.

Selon les données de la **Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre**, plus de 15 000 clients ont bénéficié des services d'un interprète en 2001, soit une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. Quelque 300 établissements et écoles ont fait appel à la banque interrégionale d'interprètes qui compte une centaine de membres. L'organisme a reçu plus de 500 000 \$ en honoraires.

La langue la plus en demande ? Le pendjabi, suivi de l'albanais, de l'espagnol, du bengali, du tamoul, du vietnamien, du turc, du cam-

bodgien, du russe et du chinois. Ces 10 langues représentent 75 % des heures d'interprétation.

À l'**Hôpital Sainte-Justine**, les besoins pour les services d'interprètes communautaires augmentent d'année en année, affirme aussi **Martine Dubé**, directrice adjointe à la Direction de la planification et des communications.

L'institution fait appel aux services d'un interprète lors de rendez-vous planifiés dans les diverses cliniques de l'hôpital. Dans le cas d'une situation urgente, elle doit se rabattre sur sa banque à l'interne.

En plus d'une bonne connaissance des langues étrangères, l'interprète communautaire doit faire preuve d'une grande capacité de communication.

De plus, son travail est entouré de la plus grande confidentialité. ■

« C'est une profession qui émerge principalement dans les sociétés où l'immigration est importante. »

VERSACOM

www.versacom.ca